



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Procédures Environnementales et Utilité Publique**

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

portant enregistrement pour l'exploitation d'une installation de dépollution de Véhicules Hors d'usage (VHU) et de regroupement, transit et stockage de métaux, en application de l'article L.512-7 du code de l'environnement, de la société SOVAMEP sur la commune de Toulence

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M. Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

VU le SDAGE Adour Garonne 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;

VU le SAGE des Nappes profondes de Gironde approuvé le 18 mars 2013 ;

VU le SAGE de la Vallée de la Garonne approuvé le 13 février 2020 ;

VU le programme national de prévention des déchets 2021-2027 ;

VU le plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Nouvelle-Aquitaine 2019 ;

VU la télédéclaration au titre des rubriques n°2710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dont la preuve de dépôt (réf. A-1-N7DBN1LOBR) a été délivrée le 2 juin 2021 à la société SOVAMEP ;

VU la demande présentée en date du 14 mai 2024, complétée les 10 février 2025 et 15 juillet 2025, par la société SOVAMEP dont le siège social est à Muret (31), pour l'enregistrement d'installations de combustion sur le territoire de la commune de Toulenné ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés, dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

VU le rapport de recevabilité de la demande d'enregistrement en date du 21 juillet 2025 ;

VU l'avis de consultation publique du 04 septembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public, à savoir du 22 septembre 2025 au 20 octobre 2025 inclus ;

VU l'absence d'observation du public entre le 22 septembre 2025 et le 20 octobre 2025 ;

VU l'absence d'observation des conseils municipaux consultés jusqu'au 5 novembre 2025 (15 jours après la fermeture de la consultation du public) ;

VU l'avis du maire de Toulenné sur la proposition d'usage futur du site du 28 décembre 2023 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 21 novembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 21 novembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation sur le projet d'arrêté formulée par courriel de l'exploitant en date du 03 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 du même code ;

CONSIDÉRANT qu'au vu du dossier remis, le pétitionnaire s'engage à mettre en place des mesures afin de garantir le respect des prescriptions applicables susvisées, notamment en ce qui concerne la gestion des eaux de ruissellement ;

CONSIDÉRANT que la gestion des eaux pluviales a été modifiée durant l'instruction du dossier, concernant le rejet des eaux potentiellement souillées ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage industriel ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux articles R. 543-153 et suivants du code de l'environnement, les exploitants d'installations de traitement des véhicules hors d'usage doivent disposer d'un contrat conclu avec un éco-organisme agréé ou, le cas échéant, avec un ou plusieurs systèmes individuels agréés correspondant aux marques des véhicules qu'ils prennent en charge ;

CONSIDÉRANT que la société SOVAMEP n'a pas sollicité d'aménagement des prescriptions générales applicables à l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 512-46-17, il n'y a pas lieu de saisir le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture du département de la Gironde ;

ARRÊTE

Article 1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT

Les installations de la société SOVAMEP (SIRET n° 339 039 299 00039), dont le siège social est situé à Muret (31), faisant l'objet de la demande susvisée du 14 mai 2024, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Toulence, Route de Villandraut . Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

Article 2 - NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² (E)	750 m ²	E
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ² (E) 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² (D)	2 200 m ²	E
2710-1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)	6,8 t	DC
2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2.Collecte de déchets non dangereux :		DC

	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :	150 m ³	
	a) Supérieur ou égal à 300 m ³ (E)		
	b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ (DC)		

Régime : E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique)

ARTICLE 2.2 - SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Toulonne	000B2422, 000B1169 et 000B1168

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement en annexe du présent arrêté. Ce plan doit être tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 14 mai 2024.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, complétées par les dispositions de l'article 6 du présent arrêté.

Article 4 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel, économique.

Article 5 - ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à

déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

- l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Article 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Afin de garantir le respect des prescriptions générales applicables aux installations, ces dernières sont renforcées par les prescriptions suivantes.

ARTICLE 6.1 - LOCALISATION DES POINTS DE REJET

L'article 29 de l'arrêté du 26 novembre 2012 est complété par les dispositions suivantes.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à un seul point de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 (les eaux ruissellant sur la zone de stockage des VHU non dépollués et les zones de stockage de déchets métalliques)
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement
Traitement avant rejet	Les eaux sont collectées et dirigées vers un séparateur hydrocarbure
Exutoire du rejet	Réseau des villes de Langon / Toulonne
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	STEP gérée par le syndicat intercommunal d'assainissement Langon/Toulonne
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement et Convention avec le gestionnaire

ARTICLE 6.2 - GESTION DE VÉHICULES HORS D'USAGE (VHU)

L'exploitant dispose d'un contrat avec un éco-organisme agréé ou avec un ou plusieurs systèmes individuels agréés dont relèvent les marques des véhicules qu'il traite, conformément aux articles R. 543-153 et suivants du code de l'environnement.

Article 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 7.1 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7.2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux

mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet « www.telerecourts.fr ».

ARTICLE 7.3 - PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale :

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7.4 - EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société SOVAMEP.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Toulence,
- Monsieur le Maire de la commune de Langon,
- Monsieur le Maire de la commune de Fargues,
- Monsieur le sous-Préfet de Langon,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le

15 DEC. 2025

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

François DRAPÉ



